

Yémen: le martyr d'une "Arabie heureuse"

Derrière le conflit religieux, le contrôle de la mer Rouge



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur adjoint
de Grenoble Ecole
de Management
Directeur de l'ESC
Grenoble

"Le Yémen est en train de s'effondrer sous nos yeux". C'est par ces mots que le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, décrit la situation du pays devant le Conseil de sécurité le 12 février 2015. On ne saurait mieux souligner l'état chaotique de la transition politique débutée en parallèle des "Printemps arabes", en 2011. L'instabilité du Yémen, objet de l'attention internationale à la suite de nombreux attentats terroristes perpétrés par Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique (AQPA), massivement présent sur le territoire yéménite, et plus récemment par l'État Islamique (EI), n'est pourtant pas nouvelle. Elle puise ses racines dans la fragmentation géographique, sectaire et tribale d'un pays récemment mais superficiellement réuni (1990). Elle s'inscrit surtout dans un contexte géopolitique plus large, avec des enjeux régionaux mais également internationaux : l'ancien royaume de Saba, riche d'aromates, d'or et de pierres précieuses au temps du roi Salomon, contrôle le détroit de Bab el-Mandeb dans la mer Rouge et vers le canal de Suez. Une artère vitale pour le commerce international...

Potentiellement riche et idéalement situé sur les rives de la mer Rouge, le Yémen est aujourd'hui un "État failli", parmi les plus pauvres du monde arabe.

État pauvre et "failli" dans un environnement agité, miné par de profondes divisions internes, tribales et religieuses, le Yémen dispose pourtant d'importants atouts géopolitiques. Il est, avec ses 13 millions d'habitants, l'un des pays les plus peuplés de la péninsule arabique. Il bénéficie de conditions climatiques favorables, la hauteur de ses massifs (culminant à 3 400 mètres) lui permettant de disposer de 400 à 600 millimètres de précipitations annuelles. Les riches terres volcaniques et les conditions climatiques ont ainsi permis l'épanouissement, dès l'Antiquité, d'une civilisation agricole originale, dont la puissance a été rapidement renforcée par sa position privilégiée le long de la mer Rouge, par où transitent les biens les plus précieux de l'époque. Grecs et Romains ont ainsi qualifié la région d'"Arabie heureuse" (*Arabia Felix*). Mais ce qui avait fait la richesse du pays, cette situation stratégique, explique pour une grande part ses problèmes actuels.

L'apparence des faits: l'extension du conflit entre chiïtes et sunnites

Le 26 mars 2015, l'Arabie saoudite lançait une offensive aérienne, nommée "Tempête décisive", contre le Yémen, avec l'aide d'une coalition d'une dizaine d'autres États, soutenue par les puissances occidentales. Son but affiché: rétablir dans ses fonctions le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, réfugié à Ryad après

Sous couvert de lutte contre l'influence iranienne, c'est une véritable guerre, coûteuse et cruelle, que conduit l'Arabie saoudite au Yémen.

avoir été chassé du pouvoir par les Houthis chiïtes. Une intervention justifiée *a posteriori* par la résolution 2216 du Conseil de sécurité de l'ONU (20/04/2015), exigeant le retrait des milices houthistes des zones qu'elles ont progressivement conquises depuis septembre 2014. Avec ses inévitables dégâts collatéraux (4900 morts et quelque 25 000 blessés, selon l'ONU, à fin septembre 2015), cette campagne militaire est toujours en cours. Malgré le retour le 22 septembre de Mansour Hadi à Aden, le grand port du sud et la 2^e ville du Yémen, elle semble marquer le pas. Le pays s'enfoncé indubitablement dans la guerre civile et religieuse.

Pour Didier Bilion, directeur adjoint de l'IRIS, "*derrière le conflit local qui fait rage, se profile en réalité le bras de fer entre les États arabes du Golfe, emmenés par l'Arabie saoudite, et l'Iran. L'Arabie saoudite tente, par tous les moyens, de se replacer au centre du jeu régional et de s'imposer comme le leader pour s'opposer à ce qu'elle appelle l'expansionnisme iranien*" (www.iris-france.org, 23/06/2015). Appuyée sur le "*fantasme de la menace iranienne*", réactivé par le "*retour éclatant*" de Téhéran sur la scène internationale (cf. note CLES n°166, 17/09/2015), la réaction de Ryad ne saurait cependant se comprendre sans la prise en compte du contentieux qui l'oppose, depuis l'origine, au Yémen.

Un contentieux ancien entre Riyad et Sanaa

Si la partie méridionale du Yémen, correspondant à l'ancien hinterland britannique formé au XIX^e siècle autour du port d'Aden, n'accède à l'indépendance qu'en 1967, le territoire de la "*République arabe du Yémen*", au nord, se libère de la domination ottomane dès la fin de la Première Guerre mondiale. Mais dès l'accord de Taef (1934), ce nouvel État doit céder à l'Arabie saoudite la province de l'Asir, dont les contours restent cependant imprécis. Les deux pays se disputent notamment la souveraineté sur les îles se trouvant au large de cette région (archipel des Farassan en particulier). "*La monarchie des Saoud s'est toujours méfiée du Yémen, république soupçonnée de vouloir récupérer les territoires perdus en 1934, c'est pourquoi Ryad a soutenu le mouvement sécessionniste sudiste apparu au Yémen en 1994, expliquent les auteurs de L'Atlas géopolitique des espaces maritimes. La défaite des séparatistes a suscité une nouvelle tension avec Sanaa et des incidents armés ont opposé les deux pays, en 1998, à la suite de l'occupation de certaines îles contestées.*" Il faudra attendre l'accord du 12 juin 2000 pour voir se fixer les frontières terrestres et la délimitation des espaces maritimes entre les deux pays.

Plus fondamentalement, c'est la légitimité politique du Yémen que la monarchie saoudienne, elle-même issue de la défaite ottomane de 1918, et historiquement beaucoup plus frustrée que l'antique "Arabie heureuse", semble avoir toujours contestée. Thomas Flichy de La Neuville le souligne: "*Les racines de cette opposition puisent dans une fracture plurimillénaire, interne à la péninsule arabique, entre la riche civilisation agricole des hauts plateaux yéménites et les espaces désertiques du nord, territoires des Bédouins*" (*L'Obs*, 13/04/2015). C'est ce qui explique le conflit de 1926-1934 entre les deux pays puis l'hégémonie exercée par les Saoudiens sur la République Arabe du Yémen septentrional, depuis leur appui aux monarchistes, opposés aux républicains soutenus par l'Égypte de Nasser lors de la guerre civile de 1962, jusqu'à la réunification qu'ils n'auront jamais cherché à favoriser, bien au contraire. "*L'Arabie saoudite mène de longue date une politique d'affaiblissement de son voisin*", rappelle *Le Monde* (17/04/2015). La faiblesse actuelle du Yémen doit beaucoup à cette sourde hostilité.

Une position stratégique sur la route du pétrole

"*L'emplacement stratégique du pays au carrefour des routes pétrolières à destination de l'Europe, du bassin méditerranéen, de l'Afrique et de l'Asie en fait un enjeu sécuritaire de taille pour certaines puissances extérieures comme l'Arabie Saoudite, l'Iran ou les États Unis*", observent Elsa Barbiéri et Marine Matray pour *le Diploweb.com*. Quatrième point de passage maritime le plus important au monde en matière de transport de pétrole, le détroit de Bab el-Mandeb, entre Yémen, Érythrée et Djibouti, voit

"L'Arabie saoudite mène de longue date une politique d'affaiblissement de son voisin" (*Le Monde*)

en effet transiter 90 % des seules exportations japonaises et 3,8 millions de barils par jour (chiffres AFP, 2015). Dès lors, la dégradation de la situation au Yémen représente un facteur potentiel de déstabilisation régionale dont les répercussions seraient évidemment internationales. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si plus de 8 000 soldats occidentaux sont stationnés à demeure à Djibouti, en face d'Aden.

Si l'ingérence iranienne est souvent montrée du doigt, le degré d'implication de Téhéran reste discuté par les spécialistes. D'autant que les Houthis ne sont que l'une des composantes des groupes chiites zaydites : avec pour objectif la restauration de leur imamat perdu en 1962, ils sont minoritaires au sein des tribus chiites zaydites. L'engagement des États sunnites du Golfe, soutenus par les puissances occidentales et leurs alliés locaux (Égypte en tête), ne fait en revanche aucun doute. À cela deux raisons. La première s'inscrit dans la lutte d'influence géopolitique à laquelle se livrent le royaume saoudien et la République islamique d'Iran. Si celle-ci réussissait à s'assurer Sanaa, après Bagdad, Damas et Beyrouth (via le Hezbollah), elle pourrait en effet constituer une sorte de "ceinture chiite" autour des États sunnites de la région - ce que ces derniers ne peuvent accepter. Mais l'enjeu n'est pas seulement régional. Un État pro-iranien installé sur les bords de la mer Rouge donnerait à Téhéran la possibilité de couper deux des principales artères maritimes du pétrole du Proche-Orient, à savoir le détroit d'Ormuz dans le Golfe et celui de Bab el-Mandeb contrôlant *de facto* le trafic du canal de Suez. Un risque que les puissances occidentales ne souhaitent pas prendre. Et qui explique, au-delà du soutien à la coalition arabe, la méfiance entretenue dans nombre de chancelleries à l'égard de l'Iran.

À cette aune, le Yémen se présente comme un cas géopolitique exemplaire. Car si, pour les peuples, le facteur religieux et plus largement les enjeux identitaires restent essentiels, c'est bien la question de la puissance, notamment dans ses aspects économiques, comprenant l'accès aux ressources, qui constitue le vrai moteur des relations internationales. ■

Pour aller plus loin : "Yémen. Vers un échec du modèle yéménite de transition négociée", par Elsa Barbiéri et Marine Matray, *Diploweb.com*, 25/03/2015 ; *Atlas géopolitique des espaces maritimes*, par Didier Ortolland et Jean-Pierre Pirat, Technip, 2^e édition 2010, 333 p., 64 □ "Géopolitique de la mer Rouge", par François Jedaoui, *Diploweb.com*, 24/01/2015.

EXTRAIT :

Que pèse et représente la rébellion houthie ? "Bien que médiatiquement visibles depuis leur entrée dans la capitale Sanaa en septembre 2014, les Houthis ne sont pas des acteurs nouveaux sur la scène yéménite. Affirmant leur identité zaydite face à l'expansion du salafisme, ils se développent dans les années 1990 comme un mouvement d'opposition à l'Occident et au gouvernement de Saleh. L'assassinat en 2004 du leader Al-Houthi déclenche une spirale de violence connue sous le nom des 'Six guerres de Saada' et marque la transformation des Houthis en rébellion armée. Profitant de l'incapacité du gouvernement central de contrôler son territoire et d'un mécontentement général de la population quant à son niveau de vie, le mouvement parvient dès 2011 à étendre son contrôle en direction des villes principales. En septembre 2014, profitant de la décision de Hadi d'augmenter les prix du carburant, ils lancent une offensive sur la capitale Sanaa et prennent les infrastructures gouvernementales. En provoquant l'effondrement du gouvernement et en forçant le Président Hadi à la démission, le mouvement organisé au sein de la milice Ansar Allah se positionne en nouvel acteur fort du Yémen et semble enterrer le processus de transition. [...] Bien que de facto dans une situation de force politique et militaire, les Houthis n'en restent pas moins isolés. Sur le plan international, les Nations Unies appellent au retour du Président Hadi à ses fonctions, tandis que le Conseil de sécurité brandit la menace de sanctions en cas de non reprise du dialogue politique. Les voisins régionaux du Yémen (monarchies du Golfe, Ligue arabe) parlent d'un « coup d'État », manifestant ainsi leur opposition à la rébellion armée. Enfin sur le plan domestique, de nombreux acteurs ne reconnaissent pas le pouvoir des Houthis. Leur avancée vers le Sud a en effet provoqué de nombreuses résistances notamment de la part des séparatistes du Sud et des tribus sunnites, dont certaines se sont alliées à AQPA pour combattre les Houthis. Le conflit entre le gouvernement et les Houthis se double alors d'une dimension sectaire." ("Yémen. Vers un échec du modèle yéménite de transition négociée", op. cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur <http://notes-geopolitiques.com>